

LA RENAISSANCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ROUMAINE HISTORIQUE OU LE PARCOURS POLITIQUE D'UN PARTI LABELLISANT

Sorina SOARE

Sur les ruines du Mur de Berlin, il semblait que le discrédit de tout ce qui touchait au communisme allait compromettre, sinon définitivement au moins pour longtemps, les chances de rentrée sur la scène politique de la gauche en général ou de tout ce qui la rappelait, comme le socialisme, la social-démocratie etc. Dès lors, dans un premier temps, le retour triomphant au pouvoir de la social-démocratie orientale surprit et inquiéta. Mais de nos jours, malgré ce blâme initial collectif de tout ce qui touchait aux syntagmes : “communisme”, “communiste”, “socialisme”, “socialiste”, “gauche”, etc., la présence social-démocrate fait désormais partie de “la normalité” des jeunes démocraties de l’Est. Le chemin que cette famille a parcouru pour passer de la surprise à la normalité implique à la fois un processus (1) de reconversion, (2) de création, mais aussi un processus (3) de réanimation d’une sensibilité sociale-démocrate. Parallèlement à ces trois processus, il y a également, surtout en ce qui concerne le cas tchèque, (4) une continuation presque ininterrompue, à savoir le cas du parti communiste (KSCM) qui refusa un réaménagement identitaire.

Cette stratégie organisée autour de ces quatre scénarii idéaux types est facilement identifiable au niveau du paysage politique roumain. Au premier scénario correspond partiellement le cas du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR). Dans le deuxième scénario, nous pouvons intégrer le cas du Parti Démocrate (PD), néanmoins avec des nuances importantes. L’Alliance pour la Roumanie (ApR) pourrait également être intégrée dans le deuxième scénario. Au troisième scénario correspond le cas du Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR). C’est uniquement le quatrième scénario qui est plus difficilement applicable au cas roumain. Nous pourrions y intégrer partiellement le cas du Parti Socialiste du Travail (PSM).

D’une manière générale, l’analyse du champ partisan roumain est à ses débuts. Peu nombreuses sont les études dédiées à l’étude du monde partisan roumain, à la fois en roumain ou dans une langue de circulation internationale. Et là où des travaux existent,

ils se focalisent uniquement sur les grands acteurs du système partisan. Les partis avec des scores électoraux moyens sont ignorés par la recherche. Et pourtant, dans la littérature de spécialité, depuis Sartori, le concept de *parti pertinent* n'est pas associé uniquement au poids électoral du parti. Sa pertinence pour le système est un enjeu plus complexe que celle illustrée par le résultat électoral. Ce fut alors une provocation de retourner une tendance générale de déconsidération théorique et empirique des petits partis. Et nous nous sommes proposée d'analyser un des partis les plus constants de la vie politique roumaine, le Parti Social Démocrate Roumain. Sa constance se traduit notamment par une présence ininterrompue au Parlement depuis 1990 et au gouvernement depuis 1996. Ce constat est d'autant plus remarquable que le nombre des partis qui peuvent clamer une telle réussite est très limité. Il s'agit de cinq partis, à savoir le Parti Social-Démocrate Roumain (depuis 1992), le Parti Démocrate (depuis 1992)¹, l'Union Démocrate des Magyars de Roumanie (depuis 1990), le Parti de la Grande Roumanie (depuis 1992) et le Parti Social-Démocrate Roumain (depuis 1990).

Dans ce périmètre des présences constantes dans l'arène parlementaire roumaine, des partis comme les libéraux ou les paysans chrétiens démocrates n'ont pas réussi à s'assurer une telle représentation. La constance du PSDR est d'autant plus importante qu'il s'agissait d'un parti qui, selon les sondages, était crédité de scores électoraux avoisinant 1%. Malgré cette difficulté de poids électoral direct, ce parti réussit à dépasser ses limites électorales et à s'assurer par le biais de ses collaborations et de ses alliances la survie politique. Ses stratégies de pénétration du champ politique roumain et de coagulation du champ social-démocrate nous ont servi alors d'incitation à cette recherche. Comment a-t-il réussi à acquérir cette longévité et cette stabilité politique ? Quelles ont été les stratégies de substitution de l'investissement direct par le biais des élections ? Pourquoi a-t-il exercé tant de *charme* sur ses partenaires de coalition ?

Dans un premier temps, l'analyse de ce parti nous a incitée à trouver une caractérisation théorique par le biais des concepts classiques de la science politique. Néanmoins, nous étions consciente du fait qu'il est toujours problématique d'étendre un concept construit pour et dans un contexte bien précis, dans notre cas l'Europe Occidentale, à une région différente du point de vue de son histoire, sans être menacée du danger de *l'étirement conceptuel*². Car, comme l'indique Sartori, par des importations devenues trop vagues, les théories utilisées dans un contexte différent de celui de leur origine font que "nos gains au niveau de l'extension s'associent à des pertes au niveau de la précision des connotations. Il semble que nous pouvons couvrir davantage – au niveau des termes de l'exportation – seulement en disant moins, et en disant moins dans une manière nettement moins précise"³. C'est pour cette raison que, si dans un premier temps nous avons été attirée par certains concepts conçus pour caractériser des contextes spécifiques aux démocraties consolidées de l'Ouest, nous avons, par la suite, essayé de construire un concept issu et applicable au contexte spécifique de l'Est de l'Europe. Le cheminement intellectuel de la construction de ce concept a eu comme point de départ l'analyse behavioriste faite par Kaare Strom. Le politologue nordique avait proposé la notion de *parti entrepreneur*⁴ en référence directe à un type de parti qui obéit à une logique d'échange afin de mieux occuper sa place politique. Mais cet idéal type ne correspondait pas à l'analyse du cas roumain. Tout en intégrant le sens de base d'un *parti entrepreneur*, nous avons alors élargi la portée de notre concept afin qu'il

puisse mieux expliquer le cas étudié. Nous avons ainsi construit notre propre modèle d'analyse afin qu'il permette de prendre en compte le comportement politique du PSDR. Depuis 1992, ce parti garantit sa survie politique et sa pertinence par le biais des licences d'utilisation du label qu'il accorde à ses partenaires. Il leur offre ainsi une garantie d'utilisation et de fréquentation au niveau politique national ou international.

Sous la forme d'un parti de blason qui reprend une partie du bagage conceptuel du *parti entrepreneur*, le parcours politique du PSDR nous a incitée à procéder à l'analyse d'un phénomène intéressant d'échange politique. La grille d'analyse que nous avons imaginée suppose, en premier lieu, d'étudier l'évolution historique du parti pour nous concentrer ensuite sur l'analyse conceptuelle de son trajet politique. Notre analyse ne pourrait pas être exhaustive; dès lors, nous avons choisi de nous concentrer sur son comportement politique. Nous resterons au niveau de ses relations politiques et nous laisserons de côté des questions comme celle de son organisation ou de la construction de son projet politique. Ainsi, ce qui nous semble intéressant n'est pas l'identité du parti mais son habilité d'échanges au niveau politique et les rapports qu'il entretient afin d'assurer sa survie et d'acquérir une pertinence politique. Dans une deuxième partie, nous pourrions intégrer ces repères historiques à notre analyse théorique et proposer un décryptage particulier de la survie politique du PSDR.

1. LE PARCOURS HISTORIQUE

Juste après 1989, la scène politique roumaine connaît une floraison de partis politiques, nouveaux ou anciens, qui essaient de s'imposer au niveau politique. Parmi les partis dits anciens, les sociaux-démocrates, les libéraux et les nationaux paysans formeront le noyau dur des partis historiques. Mais qui est ce parti social-démocrate recréé dès janvier 1990 ?

Six étapes peuvent être mises en évidence par rapport à son parcours : (1) une étape proto-partisane ou l'implantation de la pensée de gauche dans les Principautés roumaines, (2) une étape de création partisane continue jusqu'en 1944, (3) la mise entre parenthèse sous le régime communiste, (4) la renaissance après 1989, (5) la collaboration avec le Parti Démocrate et la participation au gouvernement, (6) la fusion avec le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie et la création du Parti Social Démocrate. Cette incursion historique nous permettra d'accumuler des éléments qui offrent une perspective sur ce que représentait la social-démocratie dite traditionnelle avant 1945 et ce qu'elle représente après 1989. La perspective de la longue durée nous semble obligatoire afin de mieux saisir la consistance du parcours de cette *famille* dans le paysage politique roumain.

1.1. L'ÉTAPE PROTO-PARTISANE

Généralement, la littérature scientifique qui traite de l'Europe centrale et orientale a imposé l'image d'un manque d'enracinement des courants socialistes dans cette espace. Or, ce manque est relatif car même si, du point de vue politique, la social-démocratie n'a pas triomphé, nous devons mentionner la floraison importante d'un débat intellectuel d'inspiration sociale-démocrate. Dans un contexte économique principalement rural⁵, avec une participation politique restreinte, ce débat ne dépassa que partiellement le

cercle de certains intellectuels progressistes et des partis sociaux-démocrates forts ont eu du mal à s'implanter durablement. Mais, dans la région, la réflexion sociale-démocrate n'est guère un phénomène isolé.

En ce qui concerne le contexte spécifique des Principautés roumaines du XIX^e siècle, nous croyons nécessaire d'aller plus loin que la simple constatation d'un décalage entre la création des premiers partis politiques et l'apparition d'un parti d'inspiration sociale-démocrate. Et cela parce que, dès le début du XIX^e siècle, presque en parallèle à celle qui prend forme en Occident, se développe une réflexion socialiste. En tant que disciple de Charles Fourier, Theodor Diamandi se charge de répandre les théories sur la nécessité de la création d'un phalanstère roumain⁶. Ce type de réflexion fait une percée dans les deux principautés roumaines. L'activité intellectuelle intense du milieu du XIX^e siècle ne tardera pas à déboucher sur l'apparition des premiers mouvements proto-partisans liés à ces courants de pensée : les *cercles socialistes*. Ces cercles représentent une étape intermédiaire entre la période de réflexion antérieure et la véritable création d'un mouvement à vocation politique. Leur portée est élargie par l'apparition, dès 1887, des *cercles ouvriers*⁷. C'est à cette période que s'opère le passage vers la période d'institutionnalisation partisane du mouvement.

Dès leurs débuts, les socialistes se rendent compte du handicap du cloisonnement intellectuel de leur débat, cela étant dû notamment à un manque de conditions d'implantation : la faiblesse numérique du prolétariat, une population plutôt rurale⁸, etc. Dans la brochure fondatrice du socialisme roumain, "Que veulent les socialistes roumains ? L'exposé du socialisme scientifique"⁹, le principal idéologue du parti, Constantin Dobrogeanu Gherea, essaya d'encourager l'institutionnalisation d'un mouvement politique malgré toutes les carences d'environnement. Pour lui, "le socialisme n'est pas une plante exotique (...) il peut très bien prendre en terre roumaine".

1.2. LA CRÉATION DU PARTI

Au sortir de ces débats, en mai 1892, V. G. Mortun proposa à Bucarest la création d'un parti politique destiné à représenter le mouvement socialiste du pays. Lors du premier congrès du mouvement social-démocrate, en 1893, les débats aboutissent à l'esquisse d'un programme politique, inspiré de celui des sociaux-démocrates allemands d'Erfurt et des thèses de Constantin Dobrogeanu Gherea. L'appellation du parti fut sujette à d'amples débats, la formule préférée par Ioan Nadejde fut adoptée : le Parti Social-Démocrate des Ouvriers de Roumanie¹⁰. Sa vie sera assez courte et tumultueuse. Déjà en 1899, des frictions intrapartisanes mettent en suspension l'activité du parti.

Durant sa courte vie, le PSDMR devra toujours trouver un équilibre entre deux tendances groupées autour de deux centres : Bucarest et Iasi. Alors que le centre de Bucarest subit l'influence des idées anarchistes, le groupe de Iasi (notamment V. G. Mortun et I. Nadejde) se remarque par une attitude favorable à la voie de la collaboration avec les autorités. La première direction du PSDMR penchera temporairement du côté des légalistes représentés par Iasi. Le parti se présentera ainsi aux élections partielles de 1889 et aux élections générales de 1891 et de 1892¹¹. Sa structuration organisationnelle se poursuit, ensuite le Club de Bucarest arrive à rassembler, en 1897, un nombre de 1315 membres cotisant régulièrement¹² et, au niveau du parti, le PSDMR compte 35 organisations et 6000 membres¹³.

Conforme à la tradition des sociaux-démocrates, le PSDMR va prendre également soin de ses rapports avec les syndicats. Dans le royaume roumain, ce ne sont pas les syndicats qui feront naître le PSDMR mais, inversement, c'est le parti lui-même qui influencera la création des syndicats. En coordonnant les actions des mouvements isolés, le PSDMR encouragea la création de l'Union des Syndicats et des Corporations, dont le parti devint le forum politique de leur expression. Malgré une consolidation organisationnelle relative, le manque d'identité claire et la construction clanique du parti vont fragiliser le parti. Le premier signe de crise apparut en février 1899 quand Ioan Nadejde donna sa démission. C'est dans ce contexte que les scissions du parti se firent voir de nouveau.

Après 1899, l'activité des clubs ouvriers disparut. Une nouvelle génération de leaders intellectuels s'imposa, plus encline à une lutte économique et moins préoccupée par le politique. Un des soucis principaux fut d'ailleurs l'encouragement du mouvement syndical, le nombre des syndicats monta à 345 en 1906¹⁴. Le souci de réorganiser le parti semblait laissé de côté. C'est seulement en 1910 que le parti fut réorganisé sous le nom de Parti Social Démocrate. De nouveau, ce fut la tendance modérée qui s'imposa. En ce qui concerne ses relations externes, le PSD adhéra immédiatement au Bureau de l'Internationale Socialiste situé à Bruxelles. Sous l'influence de la Grande Union de 1918, le PSD changea de nouveau d'appellation, il allait s'appeler le Parti Socialiste de Roumanie. Le parti resta pourtant fragmenté, plusieurs courants peuvent y être décelés : le courant social démocrate (faiblement représenté dans l'Ancien Royaume), le courant centriste (dominant dans l'Ancien Royaume) et l'extrême gauche communiste.

En 1920, une grande partie de la direction générale du parti est arrêtée suite à une grève générale. La faction communiste va utiliser cette occasion pour organiser en 1921 un congrès. Au cours de ce congrès, l'adhésion à la III^e Internationale Communiste est proclamée et le Parti Communiste créé. En juin 1921, les *fidèles* sociaux-démocrates créent la Fédération des Partis Socialistes de Roumanie¹⁵. La Fédération va adhérer à l'Union Ouvrière Internationale des partis socialistes. Cette Fédération évoluera en 1927 et deviendra le Parti Social Démocrate. L'activité du parti va être mise entre parenthèse, comme celle de tous les autres partis de la période, en mars 1938.

Dans cette période agitée du début du siècle, le PSD réussit à pénétrer dans le Parlement de la Roumanie sans réussir à s'imposer comme une des forces politiques de base du système partisan roumain. Son moment de gloire est limité à la période entre 1927 et 1931 quand il est le 8^e parti au parlement et semble destiné à un important essor électoral. Mais les années de triomphe coïncident avec la grande crise et dès que les effets de celle-ci se dissipent, le PSD entre dans une période d'affaiblissement électoral. Déjà en 1932 il perd une partie de son appui en Transylvanie, un de ses fiefs électoraux, en rééquilibrant les résultats avec une percée importante en Bessarabie. La précarité matérielle du petit parti joue aussi dans l'accentuation de sa chute électorale à partir de 1933. L'isolationnisme par rapport à toute alliance lui enlève également des voix. En 1937, en alliance avec le Parti Socialiste Unitaire, le PSD ne réussira pas à dépasser 1% des voix. D'ailleurs, à partir de 1932, il ne va plus réussir à avoir une représentation parlementaire. Cet échec électoral se traduit à la fois par une diminution de son prestige mais également de ses ressources matérielles, ce qui influe directement sur son organisation.

Après le moment de gloire au milieu des années 1920, le PSD suit un trajet descendant. Désormais, son activité sera focalisée sur des essais de réunification du mouvement. Le Parti Socialiste Unitaire va réintégrer son organisation d'origine, sans qu'un acte soit signé à ce sujet. C'est à cette occasion qu'une pénétration des adeptes du communisme ou de la collaboration avec les communistes s'effectuent, voir notamment le cas de Stefan Voitec.

Tableau 1 : Pourcentages de votes reçus par le PSD¹⁶

Le PSD	<i>Elections : % de voix reçues</i>									
	1919	1920	1922	1926	1927	1928	1931	1932	1933	1937
	3,5%	5,4%	3,0%	1,6%	1,9%	3,0%	3,3%	3,4%	1,8%	0,9%

En mars 1938, les partis politiques sont dissous et la dictature royale s'installe. Certains de ses membres vont ouvertement collaborer avec le régime carliste. L'ancien président du PSD, G. Grigorovici, deviendra sénateur du Front de la Renaissance Nationale et sera nommé sous-secrétaire au Ministère du Travail. La liste des cadres du PSD qui collaborent ne s'arrête pas là, des noms comme I. Flueraș, E. Gherman, I. Jumanca et autres peuvent être mentionnés à ce propos.

A la fin de la guerre, le pôle plus radical du PSD se retrouve renforcé. Dès février 1943, le PSD accepte le principe de l'unité de toutes les forces ouvrières. En 1944, est créé le Front Unique Ouvrier qui va évoluer dans un Bloc National Démocratique. Mais, désormais, le groupe de Titel Petrescu, les légalistes et les modérés, sont de plus en plus marginalisés à l'intérieur du PSD. Partout, c'est Stefan Voitec qui s'impose au nom du PSD. La scission produite quelques années plus tard entre les sympathisants de Voitec et Titel Petrescu se voit ainsi annoncée.

La fin de la guerre apporta comme dernier signe positif une augmentation des membres du parti, estimés dans le rapport publié par Barbu Solomon dans le quotidien Scântea à 560 201 en 1947, auxquels s'ajoutent 193 011 membres des organisations de jeunesse et de femmes¹⁷. Pourtant, l'histoire allait changer de cours. En 1945, le gouvernement Groza fut un des signaux les plus importants en ce sens.

Ces étapes qui s'arrêtent brusquement avec l'instauration du régime communiste nous semblent très intéressantes pour la compréhension de ce qu'est de nos jours le PSDR.

Le PSDR n'a jamais été un acteur majeur de la vie politique roumaine. Certes, il a réussi parfois à influencer directement ou indirectement sur la prise de décision. Son parcours historique illustre un décalage entre un débat intellectuel animé et une organisation partisane superficielle. Le PSD ne réussit pas à s'assurer une présence constante au niveau du Parlement. Ses carences organisationnelles existent depuis la création du parti et se perpétuent en s'aggravant de scission en scission.

1.3. SOUS L'INSTAURATION DU RÉGIME COMMUNISTE

Le PSD fut recréé en 1944. Au congrès du 10 mars 1946, le parti se scinde dans une aile fidèle à l'identité social-démocrate autour de Constantin Titel Petrescu, qui donne naissance à un Parti Social-Démocrate Indépendant (PSDI), et une autre, autour de Stefan Voitec et Lotar Radaceanu¹⁸ qui collaborent avec le parti communiste. A ce congrès, la plupart des délégués votent pour une union avec les communistes¹⁹. Les légalistes (Constantin Titel Petrescu, Ilie Dumitriu, Ilie Mirescu ou Adrian Dumitriu) se montrent très sceptiques par rapport à une collaboration avec leur scission des années 1920. D'ailleurs, lors des élections de 1946, le groupe de Constantin Titel Petrescu participe avec des listes propres tandis que celui de Voitec participe sur les listes des communistes. Le PSDI est pourtant très infiltré par les communistes, tactique privilégiée de ceux-ci. Dès 1945, l'influence de Titel Petrescu baisse au niveau du parti. Il avait proposé que les socialistes qui avaient accepté des portefeuilles dans le gouvernement Groza, Lotar Radaceanu et Stefan Voitec, donnent leur démission mais sa proposition connut l'échec. C'est le début de la fin du PSD.

Le groupe de Petrescu intégrera le pôle systémique du bloc des partis démocratiques, formé le 14 mai 1946. Des élections sont organisées la même année et les scores électoraux prouvent le désir des communistes de s'emparer définitivement du pouvoir, et cela, à tout prix. Utilisant les manipulations, l'intimidation et falsifiant les résultats des élections, les élections donnèrent gain de cause au parti communiste²⁰ qui aura désormais la voie libre pour s'installer au pouvoir pendant près d'un demi-siècle.

Un des premiers soucis du parti communiste fut l'organisation d'un parti unique représentant tous les ouvriers. A cette fin, il obligea tous les partis d'origine ouvrière ou sociale-démocrate à fusionner. En 1948, apparaît le Parti Ouvrier Roumain (PMR) regroupant principalement le PSD et le Parti Communiste. Même si Titel Petrescu résiste à cette fusion, le congrès du PSD du 5 octobre 1947 parachève l'unification voulue par les communistes. Peu de temps après, le PSDI va disparaître, Constantin Titel Petrescu et Adrian Dimitriu sont arrêtés et emprisonnés²¹. Il faudra attendre 1989 pour voir la réorganisation du parti autour d'Adrian Dimitriu, ancien secrétaire général du PSDI.

En exil, le PSDR va poursuivre son existence à travers certains de ses leaders émigrés. C'est ainsi que, pendant la période communiste, le PSDI va continuer à faire partie de l'Internationale étant représenté par Eftimie Gherman, en exil en France, et, par la suite, par Stefan Voinea. La survie du parti se fait à l'intérieur de la *Socialist Union of Central and Eastern Europe* – SUCEE – qui regroupait la plupart des partis de la région ayant subi le sort du PSD. Comme tous les partis dissous après l'installation du régime communiste, le PSD a survécu plus au niveau de ses élites emprisonnées ou en exil qu'au niveau de ses structures organisationnelles, complètement détruites en 1947. Les leaders ou les personnes les plus proches de ceux-ci conservent des liens plutôt personnels en gardant des noyaux sociaux-démocrates, libéraux, nationaux-paysans, etc. à l'intérieur du pays. Cela ne les épargne pas des infiltrations du système et des relations tendues avec la Securitate. Pour le PSD, la mort de Titel Petrescu le 2 septembre 1957 a rendu les choses encore plus difficiles.

Nous ne voulons pas induire à ces groupes construits autour de l'élite rescapée des prisons une volonté effective de reconstruction politique. Si, dans les années

1950, l'espoir d'un renversement de situation pouvait encore exister, au fil du temps, la survie de certaines structures tient plus à une explication de solidarité amicale qu'à une volonté structurée de reconstruction politique d'un réseau alternatif. En ce qui concerne le PSDR, c'est Adrian Dimitriu qui va prendre peu à peu la tête de ces liens informels et essayer non seulement de garder le contact mais aussi de réagir par rapport aux différentes prises de positions du PCR²². Avec l'ouverture relative du système et la libération des prisonniers politiques, des rencontres internationales furent désormais possibles. Ainsi, par exemple en 1971, Adrian Dimitriu rencontra le Président de l'IS, Bruno Pittermann, qui était venu à Bucarest à l'invitation du PCR²³ et à qui il demanda la libération des derniers prisonniers politiques.

Les événements de 1989 surprirent à Bucarest comme dans le reste du monde. Le PSD, autour des réseaux entretenus par Adrian Dimitriu, allait ainsi retrouver le chemin de son existence légale.

1.4. LA RENAISSANCE DU PARTI

Les événements de 1989 ont ramené sur la scène politique, après une mise entre parenthèses de presque un demi-siècle, le multipartisme, les élections libres et régulières, la liberté d'expression, toutes les *arènes* que la (re)démocratisation implique. Le multipartisme comme condition de base d'un fonctionnement efficace d'une démocratie a permis non seulement la création de nouveaux partis politiques mais également la résurrection des partis gelés après l'instauration du régime communiste, les partis dits historiques. Le Parti Social Démocrate Roumain commença à se réorganiser dès le 24 décembre 1989. Un groupe d'initiative sous la direction de Adrian Dimitriu, ancien secrétaire général du PSDI, fut formé. Le nouveau parti fut enregistré au Tribunal de Bucarest en janvier 1990 sous l'appellation de Parti Social Démocrate Roumain, ayant comme président d'honneur Adrian Dimitriu et comme président du comité provisoire Sergiu Cunesco. Le parti se présentera dès ses débuts comme le continuateur du PSDI de Titel Petrescu²⁴. Dès sa réorganisation, le PSDR se construit comme un parti du pôle anticommuniste et, de cette manière, il essaie de se distinguer à la fois de cette *allergie à la gauche* qui semblait toucher toute l'Europe de l'Est mais aussi du FSN. Dans la logique de préparation des premières élections libres de 1990, le PSDR signe un acte de collaboration et d'appui réciproque avec le Parti National Libéral et le Parti National Paysan Chrétien Démocrate, les deux autres partis historiques. C'est seulement à ces élections parlementaires que le PSDR va se présenter individuellement. Il réussit à envoyer au Parlement deux députés.

La collaboration initiée à la veille des élections fut très significative pour le profil identitaire du PSDR post-décembre 1989 et nous offre une des clés d'interprétation de l'identité du PSDR. Dès novembre 1991, il va d'ailleurs co-fonder avec les autres partis historiques et des associations civiques la Convention pour l'Instauration de la Démocratie, transformée ensuite en Convention Démocrate de Roumanie²⁵. D'ailleurs, aux élections de septembre 1992, le PSDR se présente sur les listes communes de la Convention, étant représenté par dix députés et un sénateur. Cette collaboration s'avéra assez difficile, la convention rassemblant des sensibilités politiques non seulement différentes mais parfois même opposées, et, en février 1995, le Conseil National du

PSDR décide la sortie de la coalition²⁶. Ce moment correspond à un changement de stratégie du parti qui commence à se réorienter, au niveau de ses alliances, notamment dans la direction du Parti Démocrate.

1.5. LA COLLABORATION AVEC LE PARTI DÉMOCRATE

Après la déchirure avec la CDR²⁷, le PSDR se réoriente vers des alliés proches idéologiquement pouvant l'aider à survivre politiquement. Ainsi, dès le 27 septembre 1995, il signe un pacte avec le Parti Démocrate, une scission du FSN. C'est ainsi que naît l'Union Sociale-Démocrate. Conformément à cette collaboration politique²⁸, les deux partis vont se présenter aux élections locales et générales de 1996. Au niveau international, cette collaboration est perçue comme le signe du début de l'unification du mouvement social-démocrate et permet aux deux partis d'intégrer à la fois la mouvance socialiste internationale mais aussi européenne²⁹. Cette intégration a d'autant plus de valeur qu'elle est refusée au principal opposant, le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie.

Suite aux élections générales de 1996, l'USD réussit à obtenir 12,93% des voix à la Chambre et 13,16% au Sénat, occupant la troisième position après la CDR et le PDSR. Le PSDR conserve ainsi un nombre de dix députés et un sénateur dans le Parlement roumain. Mais cette fois-ci la collaboration apporte au PSDR également une présence au niveau du gouvernement, obtenant le Ministère du Travail et de la Protection Sociale, des secrétaires d'Etat au Ministère des Finances et au Ministère du Travail et de la Protection Sociale, un préfet à Hunedoara et trois sous-préfets à Botosani, Caras-Severin et Galati.

L'importance de cette union est de poids car c'est la première collaboration justifiée par une *affinité identitaire* commune et positive, et non pas sur une collaboration contre un adversaire politique commun (comme c'était le cas pour la CDR, une union hétérogène, unifiée par un sentiment anti-PDSR)³⁰. Cette union va permettre au PSDR de s'assurer la continuité de la représentation parlementaire et, en même temps, va permettre au PD de s'assurer une double crédibilité : d'un côté, au niveau national, initiant une collaboration avec le pôle de la CDR, et de l'autre côté, au niveau international, intégrant les structures de l'IS et du PSE.

Les relations avec le PD s'avèrent être assez difficiles, la différence de poids entre les deux partis suffoque le PSDR qui se réoriente vers d'autres alliances, notamment l'Alliance pour la Roumanie. Au nom de l'appartenance à la même famille spirituelle, Theodor Melescanu, le leader de l'ApR, essaie de suivre la même stratégie de respectabilité menée par Petre Roman. Ainsi, le 21 mai 1998, un accord entre le PSDR et l'ApR³¹ sera signé. La fusion annoncée s'avère pourtant difficile. Sergiu Cunescu et ses sympathisants appuyaient la fusion mais avec des réserves tandis que l'autre groupe du PSDR, créé autour du vice-président Emil Putin, se montrait favorable à une fusion immédiate³². Le premier groupe militait pour garder les alliances actuelles du PSDR avec la CDR et rester ainsi au gouvernement, l'autre partie considérait opportune la sortie du gouvernement. Les négociations échouèrent définitivement en 1999, lors du congrès extraordinaire du 16 octobre 1999. A cette occasion, Sergiu Cunescu annonça qu'il allait se retirer de la direction du parti. Ce geste symbolique³³ va être le début

d'une crise interne pour le PSDR qui va se scinder en deux camps, chacun soutenant un candidat différent à la présidence du PSDR. La lutte entre Emil Putin (adepte de la fusion avec l'ApR) et Alexandru Athanasiu³⁴ va donner gain de cause au dernier, qui semblait être l'héritier de Sergiu Cunescu. Emil Putin et son groupe vont quitter les travaux du congrès, en bloquant leur déroulement, le quorum nécessaire pour l'élection des autres organes du parti n'étant plus assuré. Le Congrès sera ajourné au 20 novembre 1999, afin d'élire les organes statutaires. Après s'être retirés du congrès, Emil Putin et ses sympathisants vont s'inscrire dans l'ApR.

1.6. LA FUSION ET LA NAISSANCE DU PARTI SOCIAL DÉMOCRATE

En juin 2000, le PSDR reprend les discussions de fusion avec le Parti Socialiste de Tudor Mohora³⁵. La fusion aura lieu le 29 juillet 2000. Mais les élections approchent et les scores des sondages avoisinent toujours 1%. Une nouvelle alliance se prépare et, cette fois, bien plus surprenante que les autres car elle contredit complètement le parcours initial du parti. Débutant comme un des scénarii les plus improbables, la collaboration avec le PDSR s'avère être la seule solution. Il s'agit cependant du parti par opposition auquel le PSDR avait construit son identité depuis 1989. Mais, lors du Conseil National du 22 juillet 2000, un sondage effectué par le centre révéla que 32 des 41 organisations départementales se déclaraient favorables à une alliance avec le PDSR. Aucune des filiales ne s'y opposait³⁶. Ainsi, dès les élections de 2000, le Pôle Social-Démocrate (PSD) est formé, une alliance regroupant le Parti de la Social-Démocratie de Roumanie, le Parti Social Démocrate Roumain et le Parti Humaniste, la formation gagnante des élections de 2000.

Les équipes de négociations de cette collaboration sont composées d'Alexandru Athanasiu, Tudor Mohora (ex-PS), Petre Moldovan, Grigore Gingaras, Rodica Selaru, Vasile Suciou pour le PSDR et de Ion Iliescu, Adrian Nastase, Miron Mitrea, Hildegard Puwak, Dan Ioan Popescu, Octavian Cozmanca et Corina Cretu pour le PDSR³⁷. Ces deux équipes aboutiront à un Protocole d'Adhésion du PSDR à l'Alliance politique *Le Pôle Social-Démocrate de Roumanie*. A ce protocole sera ajouté celui de la future fusion qui suivra les élections.

La fusion est justifiée au nom du partage des mêmes valeurs traditionnelles de la social-démocratie : la liberté, l'égalité, la justice et la solidarité³⁸. Mais elle implique aussi des prises de positions plus critiques quant à ce changement d'allié. A ce propos, ce fut notamment Sergiu Cunescu qui avait exprimé, par une lettre ouverte³⁹ publiée par la presse, ce qu'il appela "une trahison"⁴⁰. Mais, de sa position de président d'honneur, cette protestation s'avéra sans influence, même si, au niveau des membres, des mécontentements se firent entendre⁴¹.

Tableau 2 :
Le vote pour les partis social-démocrate et de leurs ancêtres depuis 1989

Les élections électorales	Partis sociaux-démocrates représentés au Parlement	Parlement			
		Chambre des députés		Sénat	
		Pourcentage de voix obtenues	Mandats	Pourcentage de voix obtenues	Mandats
1990	1. Front du Salut National	66,31%	263	67,02%	92
	2. Parti Social Démocrate Roumain	0,53%	2	0,50%	0
1992	1. Front Démocrate du Salut National	27,70%	117	28,30%	49
	2. Convention Démocrate Roumaine	20,00%	82	20,20%	34
	Répartition des mandats à l'intérieur de la CDR				
	- Parti National Paysan Chrétien Démocrate	50,00%	41	62,00%	21
	- Parti Alliance Citoyen	15,85%	13	20,59%	7
	- Parti National Libéral -Aila Jeune	13,41%	11	2,94%	1
	- Parti Social-Démocrate Roumain	12,19%	10	2,94%	1
	- Parti Ecologiste Roumain	4,88%	4	0	0
	- Parti National Libéral Convention Démocratique	3,44%	3	11,76%	4
	3. Front du Salut National	10,20%	43	10,40%	18
1996	1. Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie	21,52%	91	23,08%	41
	2. Union Sociale-Démocrate	12,93%	53	13,14%	23
	Répartition des mandats à l'intérieur de l'USD				
	- Parti Démocrate	81,13%	43	95,65%	22
	- Parti Social-Démocrate Roumain	18,86%	10	4,45%	1
2000	1. Parti Social Démocrate	44,93%	155	44,43%	65
	Répartition des mandats à l'intérieur du PSD				
	- Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie	92,00%	143	91,00%	59
	- Parti Social-Démocrate Roumain	4,00%	6	3,00%	2
	- Parti Humaniste Roumain	4,00%	6	4,00%	4
2. Parti Démocrate	8,99%	31	9,29%	13	

Le 16 juin 2001 sera créé le Parti Social Démocrate (PSD) suite à la fusion du PDSR et du PSDR, sur la base du protocole politique signé par les deux partis le 8 septembre 2000. Cette mutation permet au PSDR d'assurer son existence et, en même temps, au PDSR de recevoir une investiture démocratique définitive.

Avec l'apparition du PSD, le PSDR entre dans les pages de l'histoire et le nouveau parti s'impose comme le parti dominant de la scène politique roumaine. Il est intéressant d'observer qu'une défection se produit quant aux effets au niveau national de la collaboration du PSDR avec le PDSR. Le modèle, qui avait fonctionné dans les relations avec le PD, impliquait donc une double investiture du partenaire du PSDR : à la fois nationale et internationale. Après 2001, le PSD réussit certes à pénétrer dans la mouvance socialiste internationale et européenne, ce qui lui avait été refusé jusqu'alors, mais son positionnement au niveau national ne change pas. Malgré la collaboration avec l'UDMR, le PSD n'est pas complètement intégré dans le pôle des partis de l'*ancienne opposition démocratique*, les anticommunistes. En même temps, la social-démocratie roumaine reste fragmentée. Si, jusqu'en 2001, la social-démocratie roumaine se présente sous le modèle de deux sociales-démocraties et demi avec le PSDR comme partis pivot, après la création du PSD, le pivot disparaît et nous avons à faire à deux sociales-démocraties à tendances antithétiques.

2. L'ÉVOLUTION DU PSDR VERS UN PARTI LABELLISANT

Selon l'image weberienne d'enfants de la démocratie, les partis politiques se sont imposés non seulement en tant qu'acteurs indispensables de tout circuit démocratique mais aussi comme engins démocratisants. Les partis politiques remplissent ainsi quatre fonctions essentielles. (1) Ils facilitent la structuration du processus électoral en désignant des candidats, en recrutant des personnes qui participent activement aux campagnes et en offrant aux citoyens une alternative de choix entre plusieurs leaders possibles. (2) Les partis sont en même temps censés offrir aux électeurs un corpus d'idées et de symboles qui renforcent leur attachement aux valeurs démocratiques. Par l'*intermédiaire de l'intégration symbolique*, les citoyens se sentent inclus dans la prise de décision. (3) Suite au déroulement des élections, les partis deviennent des gestionnaires de la vie politique. (4) Ils agrègent les intérêts et les passions des citoyens en canalisant leurs attentes par la création de programme qui y répondent⁴². Même si cette énumération ne se veut pas exhaustive, la fonction démocratisante et démocratique des partis politiques est mise en évidence.

Après la chute du mur de Berlin, le multipartisme s'est emparé de la région mais, en même temps, mis à part des carences organisationnelles des nouvelles structures partisans, dues à leur création "dans un temps comprimé"⁴³, une question fondamentale a engendré les réponses les plus variées : Qui sont-ils ?

Comme nous l'avons déjà mentionné au début de notre analyse, les stratégies de créations partisans diffèrent d'un cas à l'autre. Nous partageons ainsi la conception de Panebianco⁴⁴ pour qui le moment de genèse et de consolidation des partis est essentiel à la compréhension de l'évolution ultérieure de ceux-ci. Nous avons donc analysé plus en profondeur la stratégie de résurrection de la social-démocratie traditionnelle de Roumanie. Son parcours historique, retracé dans la première partie de notre analyse, permet de mieux cadrer la genèse du mouvement non seulement autour de son institutionnalisation

tardive à la fin du XIX^e siècle mais également en fonction de ses évolutions ultérieures et notamment, de son parcours après le dégel de 1989. Le contexte de leur apparition, les rapports de pouvoirs internes, la pénétration du champ partisan, le choix des alliés nous offrent ainsi des éléments permettant le déchiffrement du comportement politique et de l'organisation d'un parti.

Dans cette perspective, les partis ne peuvent pas être analysés uniquement en tant qu'acteurs unitaires, en dehors de leurs interactions avec le milieu politique, économique, social ou culturel externe⁴⁵. Regardant les données historiques esquissées dans la première partie de notre analyse, le parti que nous avons suivi, le PSDR, s'impose comme un parti assez instable au niveau de ses alliances, et cela, notamment après 1989. Le choix des alliances traduit la victoire d'un groupe interne sur un autre et plusieurs scissions en découlent. Dans la compréhension du positionnement du PSDR à l'intérieur du champ politique roumain, nous croyons nécessaire de nous pencher sur la nature de ses alliances et sur la raison de ces collaborations. En d'autres termes, pour quelle raison un parti crédité par les sondages de scores électoraux inférieurs aux seuils électoraux est-il tellement prisé ?

Au vu des stratégies constantes adoptées par le PSDR afin d'éviter une sanction électorale directe depuis 1992, nous pourrions être tentée de conclure directement sur l'existence d'un parti politique mineur, sans importance en ce qui concerne la structuration du champ partisan roumain. En effet, la simple présence d'un parti politique sur la scène politique n'exige pas que celui-ci doive être pris en compte au niveau du système de partis⁴⁶. Cet a priori a longuement alimenté le débat sur les partis politiques.

Afin de nuancer la question des partis qui doivent être pris en compte dans l'analyse d'un système de partis, Giovanni Sartori recommanda le concept de *relevant party*⁴⁷. Sartori essaya ainsi d'expliquer quels sont les partis qui doivent être pris en compte dans l'étude d'un système partisan. Il proposa ainsi d'aller au-delà des scores électoraux qui peuvent parfois être trompeurs. Certes, Sartori n'ignore pas le rôle du pouvoir électoral des partis politiques⁴⁸. Pour le politologue italien, il reste pourtant un indicateur important mais insuffisant. Le pouvoir électoral renvoie plus à ce que Sartori appelle *power in seats*⁴⁹. Autrement dit, ce qui rend importants les scores électoraux c'est leur traduction en nombre de sièges. Ce qui compte davantage, c'est la manière selon laquelle les sièges détenus par un parti influent, directement ou indirectement, sur la prise de décision au niveau du système politique.

Cet indicateur n'est cependant pas suffisant car l'influence d'un parti au niveau du *potentiel de gouvernement ou de coalition*⁵⁰ n'est pas dictée uniquement par le poids électoral ou par le nombre de sièges parlementaires. Pour Sartori, l'enjeu est plus nuancé. Ainsi, un parti apparaît comme non pertinent lorsqu'il n'est jamais impliqué au niveau des coulisses des coalitions à cause de son *rejet idéologique* de la part des autres partenaires. Sartori introduit un bémol à son affirmation en utilisant l'exemple du PCI, un parti qui garde son influence au niveau du système par le biais de son potentiel de chantage, et cela, même si, au niveau des alliances, il n'est pas pris en compte⁵¹ par le/les principal/aux partis.

En résumé, un parti peut, malgré une visibilité électorale faible, jouir d'une réelle importance dans l'articulation d'un système politique.

Il nous a semblé intéressant d'examiner dans cette perspective sartorienne le cas du PSDR. Au niveau de ses performances électorales, nous pourrions déduire, hors contexte, que le PSDR est un parti mineur, un parti non-pertinent. Pourquoi un parti sans pertinence électorale devrait-il intéresser des partenaires de coalition, au point de lui assurer, depuis 1992, la représentation parlementaire (en coalition) et, depuis 1996, la présence au gouvernement (au niveau des ministres et même pour une courte période de Premier ministre) ?

Pourtant, selon nous, le PSDR ne peut pas être encadré dans cette typologie. Il réussit d'une manière évidente à dépasser ses manques au niveau des scores électoraux ou au niveau de la représentation au parlement. Il se construit "un potentiel de coalition" qu'il utilise au maximum. La sélection des partenaires d'alliance du PSDR est, à cet égard, très significative. Ainsi, dans la première partie des années 1990, le PSDR se décrit moins comme un parti social-démocrate mais davantage comme un parti du pôle anticommuniste, une ressource plus appréciée au niveau du marché électoral. Au milieu des années 1990, un changement de tactique important se produit.

Depuis 1995, il est le premier parti qui essaie de dépasser cette période de contours idéologiques incertains et se propose comme centre de la réunification du pôle social-démocrate roumain. Sa principale caractéristique reste pourtant son positionnement sur le versant anticommuniste. Après une participation directe au gouvernement en 1996, le PSDR change d'orientation et essaie de remplacer le parapluie électoral obtenu par l'intermédiaire du PD par un autre partenaire, l'ApR. Cette fois-ci, ce qui est important à signaler, c'est un éloignement progressif du versant anticommuniste en tant que caractéristique de base du parti. Cette mutation s'opère aussi au niveau systémique, le PSDR est le premier parti à rompre les tabous et à déclarer ouvertement sa collaboration avec l'opposant principal du pôle anticommuniste, le PDSR. Ce fut d'ailleurs sa dernière action indépendante avant la fusion et la création du PSD.

Tout cela montre que le PSDR, sans être un des moteurs de la vie politique roumaine, y occupe une place privilégiée grâce à sa politique d'alliance. Comment cette réussite s'explique-t-elle ? D'où provient un tel pouvoir de séduction ? Selon nous, ce qui distingue le PSDR d'autres partis à faible *potentiel* électoral dont la vie fut très courte au niveau de l'avant-scène politique roumaine, c'est sa triple légitimité : (1) la légitimité anticommuniste, (2) la légitimité de l'onction démocrate, (3) et la légitimité de l'onction social-démocratie. Regardons plus en détail chacun de ces éléments tellement valorisés au niveau de la vie politique roumaine.

Historiquement, le PSDR n'a jamais été le parti pivot de la vie politique roumaine, il cristallisa pourtant une tradition intellectuelle progressiste et se remarqua par son refus de collaboration avec le PCR. D'ailleurs, sa disparition concomitante avec les autres partis considérés comme *des partis bourgeois* par les communistes et l'incarcération de ses leaders, aux côtés de Iuliu Maniu ou Dinu Bratianu, ont légué au PSDR d'après 1989 une place parmi les partis qui pouvaient se déclarer comme des victimes du communisme. Ces partis prétendaient alors à une reconnaissance directe en tant que solution unique pour une démocratisation directe et rapide de la Roumanie.

Le PSDR jouit donc de la tradition d'une social-démocratie non pervertie par l'expérience du communisme. Cette légitimité lui permit d'intégrer le versant

anticommuniste, peuplé notamment de partis historiques. Ce fut une légitimation indirecte de son caractère démocratique, voir systémique. D'ailleurs, cette légitimité conditionne directement celle de l'onction démocratisante⁵² ou de l'extension automatique de sa légitimité démocratique à ses partenaires. Depuis 1991, le PSDR séduit ses partenaires par la respectabilité dont il jouit au niveau des partis appelés suggestivement *de l'opposition démocratique*. Il oint indirectement ses partenaires avec les qualités qui lui sont reconnues. Il permettra au PD d'entamer une collaboration avec la CDR. Nous avons appelé ce rapport d'alliance : une onction par *fréquentation*, par *proximité*. Automatiquement, les qualités, à savoir la triple légitimité du PSDR, sont transmises à ses partenaires.

En ce qui concerne la légitimité de la social-démocratie traditionnelle, le PSDR l'a utilisée davantage après la déchirure avec la CDR. Ce fut un substitut à la sensibilité anticommuniste qui commence à ne plus être suffisante au niveau politique. La proximité idéologique prend le pas sur des alliances affectives. Mais son importance doit être davantage encadrée au niveau de ses réseaux internationaux que sur un plan strictement national.

Cette légitimité est directement liée aux enjeux de reconnaissance internationale des partis sociaux-démocrates. L'influence des organisations transnationales au niveau de la structuration des champs politiques nationaux de l'Europe centrale et orientale fut mise en évidence dès le début du multipartisme à l'Est. Profitant de ses liens antérieurs, le PSDR fut directement inclus dans un réseau d'influence qui se traduisait non seulement dans une investiture démocratique mais aussi dans des aides matérielles importantes à la réorganisation du parti. Par le biais de ce circuit, le PSDR utilise ses relations privilégiées avec l'Internationale afin de mieux gérer son emplacement partisan au niveau national.

Le PSDR utilise la légitimité démocratique, due à sa tradition anticommuniste et à l'onction de la part de l'IS, afin de maximiser son potentiel de coalition au niveau national. La tactique de séduction du PSDR consiste ainsi, d'un côté, dans l'essai de minimisation de ses carences au niveau électoral et, de l'autre, de maximisation, par propagation, de ses attributs démocratiques. Cette démocratisation par *proximité* est d'autant plus importante pour la famille sociale-démocrate que la reconversion des partis communistes et leur reconnaissance par l'Internationale Socialiste induit presque automatiquement pour ceux-là un caractère de fréquentation politique.

Profitant de ces trois légitimités interchangeables et complémentaires, le PSDR s'impose, selon nous, dans le paysage politique roumain comme un véritable parti labellisant. L'occupation principale de ses leaders est de garantir des alliances qui assurent la survie politique. Profitant des changements du marché politique, les leaders-managers mènent des alliances qui n'obéissent pas à une logique linéaire de partenariat. Le PSDR gère sa triple légitimité en l'échangeant directement contre des sièges parlementaires, des postes ministériels ou des postes au niveau de l'administration. Autrement dit, le PSDR agit comme un parti fournissant des labels de garantie ou des labels d'appellation contrôlée pour le comportement politique de ses partenaires. Il n'est pas seulement *entrepreneur*, comme dans le type idéal décrit par Kaare Strom, il est davantage un organe de légitimation de ses alliés. Et cela, car, comme nous l'avons déjà dit, le PSDR

confère à ses partenaires, indifféremment de leur positionnement antérieur, un triple label, conforme à sa triple légitimité politique. Ce label se traduit dans un étiquetage politique bien cerné au niveau national ou international. Les partenaires successifs du PSDR deviennent dans notre acception des partis d'origine contrôlée, avec des qualités considérées comme acquises et intériorisées. Les origines contrôlées sociale-démocrates, démocrates et anticommunistes de ses partenaires ne sont pourtant pas cumulées automatiquement. Uniquement le PD a réussi cet assemblage complet. Le PSD a échoué au niveau de sa reconversion par une origine contrôlée anticommuniste. Cela ne déséquilibre pas le positionnement du PSDR car, même si au niveau national le PSDR continue à être partiellement ostracisé, au niveau international son acceptation est désormais acquise.

Le PSDR apparaît alors comme un parti labellisant. Sa survie politique se fait en fonction de la valeur sur le marché politique de ses labels : anticommuniste, social-démocrate, démocratisant. Il accepte souvent des *mésalliances* politiques pour garantir sa survie. De ce point de vue, grâce au PSDR, la reconversion sociale-démocrate roumaine ne suit pas le même itinéraire que dans le reste de la région. Les *mésalliances* du PSDR favorisent des échanges de labels *de qualité* contre des sièges parlementaires et/ou des portefeuilles gouvernementaux. La reconversion par labellisation de la social-démocratie roumaine se construit autour d'un acteur important : le PSDR. Cela n'équivaut certes pas à la transformation du PSDR en unique gestionnaire de cette reconversion mais il reste néanmoins, selon nous, un des acteurs *pertinents* de cette construction, à savoir reconstruction, identitaire.

Toutes choses étant égales par ailleurs, suite à la fusion de 2001, nous devons essayer de voir qui est le gagnant de cette stratégie ? Le PSDR ou le PDSR ? La fusion du PSDR est-elle le signe de l'accomplissement de ses stratégies de survie politique ou de leur échec ? Notre opinion est que le PDSR est le moteur de cette fusion, le PSDR la subit. Le PDSR s'est comporté, lors de cette fusion, comme un parti formateur classique essayant de maximiser ses profits⁵³. L'infusion sociale-démocrate du PSDR au niveau du PSD reste selon nous limitée à quelques leaders mais le parti en soit ne se retrouve plus dans les rangs du PDSR. En échange de cette fusion, les leaders du PSDR se voient garantis la présence continue sur l'avant-scène politique. Pourront-ils effacer les doutes qui planent sur le PDSR et garantir la respectabilité au PSD ? Cela semble jouer en faveur du PSD, qui tend à remplacer le PD comme partenaire principal de discussion au niveau européen.

CONCLUSIONS

Au niveau national, le PSDR a parcouru un trajet assez fluctuant passant par des alliances différentes et suivant toujours le but de la non-confrontation directe lors des élections. Cela porte directement un préjudice important à la représentativité du parti. Selon les sondages, il n'aurait jamais réussi à atteindre seul le parlement après l'imposition du seuil électoral de 3% en 1992 et son élévation à 5% en 2000. Mais cette stratégie politique biaise la raison d'être d'un parti, celle d'une courroie de transmission qui lie ses électeurs aux gouvernants. La formule classique de toute démocratie qui impose les partis en tant que médiateurs entre les gouvernants et les gouvernés ne peut pas être appliquée au cas du PSDR. Faute d'une base sociale stable, faute d'un

appareil organisationnel fort, le PSDR abandonne sa représentativité directe et sans intermédiaires pour un marché politique situé au-delà de la portée directe des électeurs. Utilisant sa triple légitimité électorale, le PSDR nous apparaît comme le parti de ses alliés et non le parti de ses électeurs. Son centre de gravité ne se situe pas au niveau d'une participation directe aux élections et donc d'une investiture démocratique par le biais des gouvernés. Son manque de représentativité le transforme en un blason changeant de partenaire d'une élection à l'autre.

Nous croyons que ce n'est guère innocent si, en Roumanie après 1989, il n'y a plus eu une réflexion intellectuelle de gauche. Le PSDR était le fruit de cette réflexion et il cessera de s'identifier à cette réflexion⁵⁴. Il s'est contenté d'un mercantilisme politique qui lui a permis de survivre. C'est pour cela que son capital d'onction démocratique et sociale-démocrate est plus, selon nous, une mise en scène à des buts électoraux au niveau national et à des buts légitimants au niveau international.

Ainsi, dans l'essai de caractérisation des stratégies politiques du PSDR, nous proposons l'utilisation de l'appellation de "parti labellisant". Pourquoi ne pas conclure plus simplement à l'existence d'un opportunisme politique ? Selon nous, il y a certes de l'opportunisme dans son comportement politique mais parler d'un parti opportuniste nous semble moins explicite pour l'ensemble de la situation. Son opportunisme pourrait être inefficace compte tenu de sa faible cotation par les sondages. S'il marchande avec tous les partenaires envisageables avec succès, c'est parce qu'il possède quelque chose qui lui permet de maximiser ses exigences. Sa sur-représentation politique (voir le tableau n. 2) montre que ses stratégies de coalition réussissent constamment depuis 1992. Son opportunisme dans le choix des partenaires les plus intéressants est doublé d'un esprit marchand et aussi de ressources valorisées dans l'arène politique roumaine. Nous proposons alors comme explication pour sa fusion avec le PDSR son essai d'assurer indirectement sa survie politique. N'ayant plus d'alliance alternative possible, d'une manière rationnelle. Le PSDR est obligé d'accepter ce type de relation. Il gagne en échange la tranquillité de sa survie. Les partenaires potentiels avaient été épuisés et, en acceptant sa disparition, il garantit la survie de ses leaders au prix du démantèlement de sa maigre organisation.

En tant que pivot de la social-démocratie roumaine, le PSDR ne marchande jamais la même ressource, il tient compte des évolutions et met en avant ses plus valorisants atouts. De la même manière, le choix de ses partenaires n'est pas innocent. Il choisit les partenaires qui ont le plus besoin de lui et s'assure ainsi, indirectement, l'acceptation de ses exigences. Il collabore avec la CDR quand elle est au début de sa création et qu'elle a besoin de ratisser le plus large possible afin de grouper le pôle anticommuniste⁵⁵. Il reprend les discussions avec le PD quand celui-ci essaie de se faire reconnaître par l'IS et d'établir des contacts avec la CDR⁵⁶. Finalement, il est conscient de l'insatisfaction du PDSR quant à son manque de crédibilité externe et joue cette carte en retrouvant une place au gouvernement et une représentation confortable au Parlement. Pourtant que reste-t-il aujourd'hui du parti ? Sa visibilité à travers le PSD est limitée. Ceux qui assurent la survie du parti sont ses leaders. Le parti, en tant qu'organisation, est désormais entré dans les pages de l'histoire.

L'image du parti labellisant se construit ainsi en suivant principalement les étapes de la maturation politique et organisationnelle du PSDR. Ce concept ne porte pourtant

pas le sceau d'une spécificité roumaine. Sa portée conceptuelle pourrait être étendue à d'autres paysages partisans qui permettent ce genre de construction identitaire indirecte. Le PSDR et son caractère labellisant correspondent, selon nous, à une stratégie typique aux champs partisans en construction accélérée. Le "temps comprimé" justifie d'ailleurs le recours à ce type d'appellation contrôlée : les enjeux de l'adaptation et de la survie concentrées font que les partis politiques utilisent toutes les échappatoires afin de protéger leur emplacement et leur parcelle politique. Sous la forme d'une stratégie marchande, l'existence d'un type de parti labellisant illustre des formes de collusion partisane. La collaboration se fait aussi en vue de concentrer les ressources politiques et non pas de les éparpiller. Le parti labellisant, loin d'être une spécificité nationale, peut être mieux présenté par le biais des repères du PSDR et de la vie politique roumaine.

Ces considérations amènent à un questionnement plus large. Une unification de la gauche plurielle roumaine est-elle en marche ? Cela ne nous semble pas être la tendance actuelle. L'ApR n'a pas fusionné avec un parti de sensibilité politique commune mais avec le Parti National Libéral. Le PD refuse toute collaboration avec le PSDR, même si, au niveau international, le refus de collaboration n'est plus tellement rigide. Certes, le PSDR n'existe plus mais, comme cela fut dit par un homme politique roumain, il a toujours été une fleur à la boutonnière qui jouait son rôle en fonction des partenaires disponibles. Donc, selon nous, l'unification est encore lointaine, c'est la simplification qui nous semble être le syntagme qui correspond le plus à la situation présente. Nous pouvons donc conclure que "pour l'heure, la gauche n'a pas achevé son chantier"⁵⁷. Mais, en disant cela, nous renvoyons uniquement à une organisation politique et non pas à une autre question tout aussi fondamentale : la construction d'une véritable identité politique. Selon nous, la social-démocratie existe aujourd'hui dans le champ politique roumain plus pour des raisons de connotation non voulue avec le socialisme que pour une intériorisation des repères sociaux-démocrates. Quel est alors le message social-démocrate ? Selon nous, la réflexion sociale-démocrate proprement dite n'a jamais percé le champ politique roumain. D'un point de vue identitaire, les actuels partis politiques qui se déclarent sociaux-démocrates imitent, par calcul, un syntagme qui légitime à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. C'est justement ce manque de proximité intellectuelle, due à l'absence d'une réflexion sociale-démocrate articulée, qui empêche selon nous l'unification sociale-démocrate roumaine et qui a facilité les stratégies de pénétration partisane du PSDR.

NOTES

- ¹ Le PSDR et le PD existent, sous la forme du Front du Salut National, également dans le premier Parlement postcommuniste.
- ² Giovanni SARTORI, "Concept Misinformation In Comparative Politics", in *The American Political Science Review*, pp. 1033-1053, vol. LXIV, n° 4, 1970, p. 1034. Le terme revient dans les écrits de Sartori. Voir par exemple Giovanni SARTORI, "Comparing and Miscomparing", in *Journal of Theoretical Politics*, vol. 3, n° 3, 1991, pp. 243-257.
- ³ Giovanni SARTORI, "Concept Misinformation....", p. 1035.

- 4 Kaare STROM, “Party leadership in theory and in Norway : an entrepreneur perspective”, in Kay LAWSON (Ed.), *How political parties work – perspective from within*, Westport, Connecticut, London, Praeger, 1994, p. 104.
- 5 En 1938 le pourcentage de population agricole était de 78% en Roumanie même si le taux d’industrialisation était le plus élevé de la région. Voir Jacques DROZ (éd.), *Histoire générale du Socialisme*, Tome 3 : de 1918 à 1945, Paris, PUF, 1977, pp. 292-3.
- 6 Nicolae JURCA, *L’histoire de la social-démocratie de Roumanie*, Bucarest, F.F. PRESS, 2000, p. 7.
- 7 Leur apparition coïncide avec la politique d’industrialisation de la Roumanie à partir de 1880, notamment dans des branches comme l’industrie du pétrole, la métallurgie, l’industrie chimique. V. Keith HITCHINS, “Historiography of the Countries of Eastern Europe: Romania”, in *The American Historical Review*, vol. 97, issue 4, October 1992, p. 1069.
- 8 Comme le montre d’ailleurs Petia Gueorguieva, “le clivage possédants-travailleurs joue un rôle secondaire car (...) il naît d’une modernisation industrielle encore peu développée dans la région”. Petia GUEORGUIEVA, “Le rôle des partis dans l’entre-deux-guerres”, in Jean Michel DE WAELE (éd), *Partis politiques et démocraties en Europe Centrale et Orientale*, Bruxelles, Editions de l’Université de Bruxelles, 2002, p. 47.
- 9 Constantin DOBROGEANU GHEREA, *Opere complete*, tome II, Bucarest, ED. Politica, 1976, pp. 7-126 apud Nicolae JURCA, op. cit., p. 59. Dobrogeanu-Gherea essaie de trouver un lien direct entre la structure agraire de la Roumanie et le besoin de socialisme en proposant le concept de *néo-servage*. Il considérait que la Roumanie devait connaître une révolution bourgeoise afin d’arriver à l’accumulation de capital et donc à la modernisation industrielle, en tant que garant de l’installation ultérieure du socialisme. L’article de Dobrogeanu-Gherea est une réponse à Constantin Stere, à savoir “Ce este poporanismul”.
- 10 I. Nadejde avait milité contre tout caractère *révolutionnaire* décelable dans l’appellation, il voulait induire au parti dès sa création un signe de légalisme.
- 11 Nicolae JURCA, op. cit., p. 23.
- 12 *Ibidem*, p. 33.
- 13 “Lumea noua”, 18 aprilie 1897, in *Misacrea muncitoreasca din România 1893-1900*, Bucarest, Editura Politica, 1965, p. 80, apud Nicolae JURCA, op. cit., p. 33.
- 14 *Ibidem*, p. 68.
- 15 Au moment de sa création était formée par le Parti Social-démocrate de Bucovine, le Parti Social-Démocrate de l’Ancien Royaume, le Parti Socialiste de Transylvanie, le Parti Socialiste de Banat.
- 16 Les statistiques électorales, apud Mattei DOGAN, “Dansul electoral in Romania interbelica”, in *Revista de Cercetari Sociale*, n°4/1995, IMAS, Bucarest, p. 8.
- 17 V. Ghita IONESCU, *Comunismul in România*, Bucarest, Litera, 1994, p. 180.
- 18 “Les représentants syndicaux, les contre-maîtres et les ingénieurs responsables du personnel ont commencé à partir de ce moment à faire la différence entre les ouvriers, qui sollicitaient des rations, des cartes d’identité ou de travail, en fonction de leurs déclarations : socialistes de Titel Petrescu ou de Radaceanu. Les partisans de Petrescu ont décidé de permettre aux ouvriers de se déclarer comme partisans de Radaceanu afin qu’ils ne soient pas persécutés, bien que l’accord fut de voter aux élections pour Petrescu. Même si dans leur ensemble, les ouvriers sont restés loyaux et ont respecté leur accord

aux élections de 1946, l'effilement des rangs du parti socialiste a créé une confusion en faveur des communistes. Dans la haute hiérarchie, la confusion était encore plus grande". Ghita IONESCU, *op. cit.*, p. 153.

¹⁹ *Ibidem*, p. 152.

²⁰ Au-delà des pratiques d'intimidation, la loi électorale est appliquée de manière à donner gain de cause aux communistes. Les centres de vote sont organisés dans des fabriques et des casernes, où les agents du Front National Démocratique ont pu agir directement sur les ouvriers et sur les votants en général. Cette élection fut considérée comme une des plus grandes fraudes électorales de l'histoire de la Roumanie défavorisant le Parti National Paysan, parti annoncé comme vainqueur.

²¹ Ils seront libérés en 1956 à l'insistance du Secrétaire Général du Parti travailliste auprès de Nichita Hruscirov, en visite à Londres. Apud Ion APOSTOL, "Sa pasim impreuna, uniti, spre viitor", in *Buletin Informativ*, n° 122, IX^e année, mai/juin 2001, p. 5.

²² Il envoi régulièrement des lettres au Comité Central du PCR. "Catre Comitetul Central al Partidului Comunist Român", le 3 mai 1967, in Adrian DIMITRIU, *Note de drum. Lupta pentru supravietuire a social-democratiei române (1944-1980)*, Fundatia "Constantin – Titel Petrescu", Bucarest, juin 2001, pp. 191-2. Ou "Catre Comitetul Central al Partidului Comunist Român, le 14 novembre 1967", in Adrian DIMITRIU, *op. cit.*, pp. 195-205, etc.

²³ Il va lui envoyer une lettre en août 1972 en lui expliquant la situation des sociaux-démocrates roumains. Une autre lettre sera envoyée en août 1973. Adrian DIMIRIU, *op. cit.*, pp. 234-240, pp. 240-9.

²⁴ Note interne du PSD, *Partidul Social Democrat Roman. Scurt Istoric*, p. 2.

²⁵ Antérieurement, en octobre 1990 avec les mêmes partenaires, le PDSR va co-fonder le Forum Démocratique Antitotalitaire de Roumanie, l'ancêtre de la CDR.

²⁶ En accord avec les libéraux et l'UDMR, le PSDR critiqua à plusieurs reprises la position hégémonique du PNTCD.

²⁷ Déchirure due notamment à des difficultés de collaboration avec le PNTCD qui avait tendance à monopoliser les fonctions de direction: la sortie du PNL ou de l'UDMR s'inscrit dans la même logique.

²⁸ Le symbole de cette alliance était représenté par deux mains serrées qui tiennent deux roses, une blanche et une bleue. La direction de l'USD était formée par des membres des bureaux de direction des deux partis et était présidée alternativement par les deux présidents, Sergiu Cunesco et Petre Roman. Sur les listes communes, le PSDR était représenté à concurrence de 25% et le PD à concurrence de 75% : Apud Alexandru RADU, *Nevoia Schimbarii. Un deceniu de pluripartidism in Rom,nia*, Editura Ion Cristoiu, Bucarest, 2000, p. 84.

²⁹ Au XX^e Congrès de l'Internationale Socialiste de New York en 1996, le Parti Démocrate et le PSDR sont acceptés comme membres consultatifs. Ils deviennent membres à plein droit lors du XXI^e congrès de l'IS de Paris 1999. Dans un contexte de changement d'alliances nationales, le PDSR sera accepté aussi comme membre consultatif, lors de la Réunion du Conseil de l'IS de Saint-Domingue de novembre 2001. Au niveau européen, lors de la réunion du Bureau du Parti des Socialistes Européens du 4 mars 1998, le PSE accepta comme membres observateurs le PD et le PSDR. Lors du congrès de Milan de 1999, 12 partis de l'Europe de l'Est sont promus au statut de partis associés, parmi ceux-ci figuraient le PD et le PSDR. Suite à la fusion du PDSR et du PSDR en 2001, le PSE doit réévaluer la position du nouveau Parti Social-Démocrate créé et le statut de membre

associé lui sera également accordé.

³⁰ Alexandru RADU, *op. cit.*, p. 84.

³¹ *Acord de cooperare parlamentara, Actiunea parlamentara social-democrata*, signé par Emil Putin (Premier Vice-Président PSDR) et Mircea Cosea (Premier Vice-Président ApR), Bucarest, le 21 mai 1998, reproduit in *Buletin Informativ*, juin 1998, p. 12.

³² Alexandru RADU, *op. cit.*, p. 98.

³³ Un geste amplement salué dans la presse de l'époque, Sergiu Cunescu étant le premier leader d'après-1989 qui se retire de ses positions laissant la voie ouverte à des jeunes cadres. Ce geste va être suivi également par le leader du Parti National Libéral, Mircea Ionescu Quintus.

³⁴ Ancien membre du Parti Alliance Civique, candidat du PAC en 1996, *emprunté* selon une expression d'un des leaders du PAC au PSDR et devenu ministre du Travail et de la Protection Sociale en 1996. Entre les 14 et 22 décembre 1999, suite au scandale de la destitution du Premier ministre Radu Vasile, Alexandru Athanasiu va détenir pour quelques jours le poste de Premier ministre intérimaire. Au congrès, des 1000 voix des délégués, 482 seront accordés à Athanasiu et 471 à Putin. Apud Alexandru RADU, *op. cit.*, p. 99.

³⁵ Branche du Parti Socialiste du Travail, considéré l'héritier déclaré du Parti Communiste Roumain.

³⁶ Ion APOSTOL, *op. cit.*, p. 6. D'ailleurs lors du Congrès extraordinaire du PSDR du 15 juin 2001 le Congrès se prononce en unanimité pour la fusion.

³⁷ "Pasi mari spre unitate", in *Buletin Informativ*, n° 114, septembre 2000, p. 3.

³⁸ Apud le texte du discours d'Adrian Nastase au Congrès de Constitution du PSD qui eut lieu en juin 2001 à Bucarest.

³⁹ La lettre fut également reprise dans les pages du bulletin informatif du PSDR. Sergiu CUNESCU, "O scrisoare deschisa", in *Buletin Informativ*, n° 114, septembre 2000, pp. 11-12. Pour Sergiu Cunescu "le PSDR est en danger", il fait un parallèle avec les événements de 1899 et 1946 (voir plus en haut), l'accord conclu entre les deux partis semble "assujettir" le PSDR, le groupe parlementaire du PSDR disparaîtra: En rappelant Adam Michnik, Cunescu clame "Oui à l'amnistie, non à l'amnésie". Pour lui, le clivage PSDR vs groupe anticommuniste existe encore, le PSDR "naît d'une conspiration dans les ténèbres du Parti Communiste Roumain qui s'est assuré le pouvoir par un procès stalinien et un assassinat politique (indifféremment de la nocivité des accusés), qui a permis le sacrifice de centaines de jeunes vies afin de confisquer la révolution, qui a utilisé des marches terroristes de type fasciste vers Bucarest, qui a toléré la grande corruption et la création d'une oligarchie sous contrôle sécuristo-communiste, qui a été un frein pour une manifestation ferme de la Roumanie en vue de l'intégration européenne et dans l'OTAN, qui soutient un président revanchard et obsédé d'instiguer et qui est vue en Europe comme partie de la troïka Milosevic, Iliescu, Meciar, ce PSDR n'est pas une matrice pour notre parti". Nous pouvons identifier dans cette ample citation tous les éléments du discours polarisé du début des années 90. Il y a ainsi le FSN ancien PCR, il y a le PSDR(FSN) des venues des mineurs, il y a le PSDR corrompu, oligarchique, frein à la modernisation et à l'intégration européenne, le PSDR de Ion Iliescu. La position de Sergiu Cunescu n'aura pourtant pas beaucoup d'écho et se retrouve uniquement dans certaines démissions d'intellectuels du PSDR qui refuse ce pacte, dans la logique de la mémoire des événements de 1899 et 1946.

⁴⁰ Dans le Bulletin Informatif n° 122 du mai-juin 2001, p. 11, Sergiu Cunescu est attaqué pour sa prise de position: Ion Apostol, un des membres anciens du PSDR et président de

la Fondation Constantin Titel Petrescu (qui justifie d'ailleurs le poids de ses propos par l'ancienneté dans les rangs du parti depuis 1945 et par 6 ans de prison), écrit: "Monsieur Cunesco se considère le seul dépositaire de la vérité et le seul qui chérit les idéaux de la social-démocratie. Mais nous croyons que c'est nous la majorité, qui, sans quitter les idéaux et les principes, essayons d'élargir la sphère des partisans de la social-démocratie. Est-ce cela une trahison? Ne sait-il pas M. Cunesco que l'Internationale Socialiste a comme principe d'action de récupérer les anciens communistes et socialistes? N'a-t-il pas appris ce qui est arrivé aux anciens communistes des autres pays sous influence soviétique, que la plupart d'entre eux sont devenus des sociaux-démocrates et sont de nos jours des membres entiers de l'IS?". Le geste de Sergiu Cunesco ne surgit pas uniquement en 2001, à la veille de l'unification effective. Déjà après la séance du Conseil national du 22 juillet 2000, Sergiu Cunesco avait montré sa désapprobation et fut remplacé dans l'équipe de négociations par Rodica Selaru.

41 Lors de quelques discussions que nous avons menées au siège du PSDR à Bucarest en octobre 2001, les adhérents semblaient assez critiques et incrédules quant aux bénéfices apportés par cette union venue d'en haut. En même temps, des membres de marque du PSDR comme Radu Gherciu donneront leur démission, d'autres comme le Ministre du Travail et de la protection Sociale, Smaranda Dobrescu, se montrent critiques. Cette fusion rendra aussi plus attractive la migration vers le PSDR et vers le futur PSD; un nombre important de personnalités de l'ApR vont se regrouper dans les rangs du parti d'Athanasii v: *Buletin Informativ*, n° 114, septembre 2000, p. 10).

42 Philippe SCHMITTER, *Intermediaries in the Consolidation of Neodemocracies: the Role of Parties Associations and Movements*, Barcelona, Institut de Ciències Politiques i Socials, 1997, 1997, (Working papers), pp. 10-1.

43 Philippe SCHMITTER et Terry Lynn KARL, "Ce este si ce nu este democratia", in *Polis* n° 3/1994, p. 39.

44 Angelo PANEBIANCO, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, pp. 19-21, 50-3.

45 Peter MAIR, "The Electoral Payoffs of Fission and Fusion", in *British Journal of political Science*, vol. 20, n° 1, janvier 1990, p. 131.

46 Nous utilisons l'acception classique de Maurice Duverger qui caractérisait le système de partis en fonction des formes et des modalités de coexistence des partis d'un certain cadre territorial et politique. Maurice DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 289.

47 Giovanni SARTORI, *Parties and Party Systems. A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, pp. 121-5.

48 *Ibidem*, p. 122.

49 *Ibid.*

50 *Ibid.*

51 *Ibidem*, p. 123. Le potentiel de chantage se traduit par un pouvoir de veto qui peut bloquer le circuit législatif.

52 Nous considérons ce capital comme une caricature de certains automatismes qui caractérisent la scène politique roumaine. Le PSDR est certes un parti avec une tradition anticommuniste, démocratique, progressiste mais depuis 1992 il n'a jamais reçu directement une investiture électorale non facilitée par ses partenaires politiques. Son caractère démocratique est plus un héritage historique qu'un acquis direct, suite à une confrontation électorale qui lui assure une légitimité et une représentativité. Généralement,

le parti est défini comme étant un groupe politique identifié par une étiquette officielle qui présente des candidats aux élections et qui est capable de faire désigner à travers les élections des candidats aux fonctions publiques (Giovanni SARTORI, *op. cit.*, p. 39). Le PSDR est un parti du point de vue de sa volonté et de sa vocation politique mais il vit en symbiose avec ses partenaires politiques et non pas avec son électorat. Il évite ainsi le circuit démocratique classique pour y superposer une vision passionnelle fondée sur des *droits d'ancienneté, droits non-démocratiques*.

53 Paul V. WARWICK, "Coalition government membership in West European parliamentary democracies", in *British Journal of Political Science*, vol. 26, n° 4, 1996, p. 474.

54 Le PD et le PDSR ont essayé de produire des ouvrages de réflexion mais au-delà de certains ouvrages de propagande, la production resta très mince. Le PSDR a certes publié par le biais de la Fondation Titel Petrescu des ouvrages types journal ou des biographies, mais à faible distribution. L'actuelle gauche roumaine perd de plus en plus son caractère intellectuel d'avant 1947.

55 Et rompt ces relations quand sa position est menacée par un PNTCD de plus en plus fort.

56 Il déchire ces relations quand sa collaboration avec le PD devient de plus en plus difficile et tout de suite se réoriente vers un ApR crédité à 8% par les sondages de l'époque.

57 Nous reprenons une des conclusions générales de Marc Lazar qui selon nous s'harmonisent également avec le cas roumain. Marc LAZAR, "Que reste-t-il de la gauche?", in Marc LAZAR "Invariants et mutations du socialisme en Europe", in Marc LAZAR, *La gauche en Europe depuis 1945 Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p. 699.

